

l'intelligence artificielle et de l'automatisation du travail. Des compagnies comme Amazon ont déjà un fonctionnement pratiquement totalement automatisé. Les producteurs laitiers ont commencé à emboîter le pas avec les robots de traite. Même chez McDonald les écrans de commande automatique sont dernièrement apparus. Sans mentionner l'automatisation des tâches administratives et des services.

Selon la firme-conseil McKinsey & Company, d'ici 2030, c'est environ 650 millions d'emplois qui seront perdus par conséquent de l'automatisation dans le monde. Ce qui devrait toucher selon cette firme dans les 25 % de l'industrie dans les pays développés. Phénomène touchant principalement les domaines de la production à la chaîne, la restauration rapide, l'entreposage, une grande proportion de travaux manuels, le traitement et la collecte de données administratives.

Alors, que se passera-t-il avec la pénurie de main-d'œuvre et les fameux taux records en baisse du chômage? Que se passera-t-il avec les masses de travailleurs étrangers peu qualifiés qui seront sur notre sol? Que se passera-t-il quand le nombre de consommateurs aura diminué et que les produits s'accumuleront dans les entrepôts?

Il semblerait que nous roulons à grande vitesse directement dans un mur. Un mur inévitable comme tant d'autres avants, créés par le système capitaliste et sa course effrénée à la croissance. Personne n'aura donc tiré de leçons de l'ère Mitterrand et de la mondialisation? Serions-nous en voie de rattraper à grande vitesse la situation sociale chaotique de l'Europe? Nous le saurons bien assez tôt. En attendant, la seule solution possible semble l'économie nationaliste et le changement complet de régime.



ENTRETIEN AVEC DAVID L'ÉPÉE

UNE DES FIGURES LES MOINS BIEN CONNUES DE L'HISTOIRE POLITIQUE QUÉBÉCOISE EST RAOUL ROY; trop socialiste pour être apprécié à droite et trop nationaliste pour être aimé à gauche. Il rêvait d'un socialisme au service du peuple et refusait le marxisme culturel et ses dérives sociétales. Raoul Roy est mort en 1996. Faut-il enterrer sa pensée politique à ses côtés dans son cercueil? Faut-il croire les bonimenteurs d'un camp comme de l'autre qui nous répètent – pour nous en éloigner ou nous attirer – que socialisme et gauche sociétale vont nécessairement de pair ?

Le jeune penseur suisse David L'Épée n'adhère pas à ce postulat et ce n'est pas parce qu'une certaine gauche s'est appropriée le terme de socialiste – historiquement revendiqué d'ailleurs par nombre de personnages n'ayant rien en commun avec notre gauche actuelle – qu'il faut la lui abandonner. Pour L'Épée, « le socialisme est l'antagonisme le plus conséquent au libéralisme mondialisé » et ainsi se doit d'être défendu par ceux des nôtres qui rejettent la médiocrité du système actuel.

Harfang (H) : Une refonte du système est-elle possible avec un deep state bien implanté, des acteurs sociaux favorisant le statu quo et des traités internationaux liant des gouvernements qui sont au final de moins en moins souverains et libres ?

David L'Épée (DL) : Les conditions de possibilité d'une telle refonte dépendent beaucoup des pays

où ça se passe. Je ne sais pas exactement ce qu'il en est pour le Québec, mais pour ce qui concerne mon pays, la Suisse, il existe malgré tout une marge de manœuvre supérieure à celle dont disposent des pays comme la France et les autres États-membres de l'Union européenne, et ce du fait d'une plus grande intervention du peuple dans les affaires de l'État grâce aux mécanismes de démocratie directe dont nous disposons. Cette démocratie a bien sûr ses limites et je fais partie des personnes qui souhaitent l'étendre et la renforcer, mais il n'en demeure pas moins que si aujourd'hui, nous ne sommes pas membres de l'Union européenne (grâce à la volonté populaire qui, dans les urnes, s'est clairement opposée à cette adhésion), nous jouissons pour cette raison d'un plus haut degré de souveraineté, ce qui nous rend un peu plus libres quant aux traités internationaux qui enchaînent tant d'autres peuples sur le continent. Même les traités de libre circulation et les divers autres accords

bilatéraux qui nous lient à l'UE et qui sont source de nombreux problèmes (notamment sur le plan migratoire) ont été, pour la plupart, validés par un vote au suffrage universel, ce qui ne leur confère pas cet aspect de diktat qu'ils ont souvent ailleurs. Certes il arrive que nous prenions, en votant, des décisions inconsidérées dont nous avons à nous repentir par la suite mais dans ces cas-là nous ne pouvons nous en faire le reproche qu'à nous-mêmes, et, à tout prendre, ces erreurs d'aiguillage ne sont d'ailleurs pas si fréquentes. Cela n'empêche pas qu'il existe, en Suisse comme ailleurs, un deep state (dont j'ai une définition très large qui y inclut aussi bien les lobbyistes et les spin doctors du Palais fédéral que les banques et certains secteurs industriels comme l'agro-alimentaire et la pharmaceutique), et que nous devons lutter pied à pied pour conserver et défendre nos droits populaire faces à des acteurs du monde politique et économique qui voudraient bien nous aligner de force sur le modèle de nos voisins et remplacer notre souveraineté nationale et populaire par une vassalisation à Bruxelles. Je pense donc que certaines réformes sont possibles dans certaines conditions, mais parmi ces conditions figure l'exercice de la démocratie directe. Sans même participer à la participation ou aux divers organes plus ou moins sous contrôle de la « société civile », le citoyen peut intervenir par son vote, par les pressions de l'opinion publique et par la démarche référendaire. Si par contre vous avez délégué, à un moment donné de votre histoire, cette souveraineté à vos gouvernants, ça risque

d'être plus difficile et d'amener peu à peu les opposants au système à opter non pas pour des réformes devenues impossibles mais pour des options plus... révolutionnaires.

H : Le socialisme, ou du moins le pays et les organisations s'en réclamant, semblent intrinsèquement lié à une certaine privation des libertés. Socialisme et totalitarisme riment-ils nécessairement à vos yeux ?

DL : Certainement pas. Il est vrai qu'en faisant primer la société sur l'individu, le socialisme n'encourage évidemment pas l'individualisme aveugle et peut se voir forcé, pour limiter les prérogatives de certains et assurer l'harmonie du corps social, de recourir à la loi, que ce soit en matière fiscale, écologique ou autre. Ces lois peuvent effectivement prendre un visage coercitif quand la situation l'impose (comme ça a pu être le cas par exemple des décrets de ventôse durant la Révolution française) mais cela ne leur donne aucunement un caractère totalitaire. De nombreux pays dits socialistes ou communistes ont dégénéré en dictatures, accentuant à l'excès la verticale du pouvoir et créant des logiques de répression inhumaines, mais ces formes de décadence-là ne sont pas une marque de fabrique du socialisme, on en trouve des cas semblables dans tous les régimes et toutes les idéologies, du Chili néolibéral de Pinochet à l'islamisme de l'Arabie saoudite. Le meilleur moyen d'éviter ces dérives est de mettre en place des garde-fous, des instruments de contrôle populaire exerçant

une vigilance sur les serviteurs de l'État. Ce principe de contre-pouvoir, de recours au peuple est au fondement de l'esprit démocratique et on le trouve exprimé très tôt dans la tradition révolutionnaire pré-socialiste, que ce soit chez Robespierre (« Quand le gouvernement viole les droits du peuple, l'insurrection est pour le peuple le plus sacré des droits et le plus indispensable des devoirs ») ou lorsque la Commune de Paris proclamait le droit de révocabilité des élus, directement inspiré du droit d'ostracisme des anciens Athéniens... Le socialisme ne peut, sous peine de se parjurer, renoncer à sa composante démocratique, et il se pourrait bien que la démocratie la plus aboutie soit la démocratie en régime socialiste. Je sais que mon propos pourra faire sourire ou paraître naïf puisque les expériences socialistes les plus dramatiques du siècle dernier contredisent absolument ce que je viens de dire mais, ne vous en déplaise, malgré mon intérêt intellectuel pour ces expériences, je ne me suis jamais considéré comme un héritier de Staline ou de Mao et je m'estime libre de penser qu'il pourra exister un jour, si nous le souhaitons et si nous nous en donnons les moyens, un socialisme autre, à contrecourant du visage tyrannique et liberticide qu'il a pu prendre ailleurs. En répondant à votre question, je ne fais pas dans l'exégèse historique mais dans la prospective. Toutes les sociétés libérales qui ont instauré chez elles la démocratie (y compris la démocratie directe, comme dans le cas de la Suisse) ont été confrontées au même problème, que les gouvernements font mine d'ignorer ou de mésestimer : le processus démocratique se dilue et se dévoie nécessairement dans un débat public conditionné par les moyens financiers des uns et des autres. Ce court-circuitage de la démocratie par le capital fausse la pureté des scrutins et des élections et pervertit tout le processus décisionnel, le pouvoir des plus riches faisant trop souvent obstacle au pouvoir du peuple tout en se faisant passer pour celui-ci. Les « démocraties » libérales ne sont certes pas tyranniques mais elles sont ploutocratiques, ce qui n'est guère mieux. Le socialisme, lui, en assurant l'égalité des chances entre les forces en présence et en empêchant toute intrusion du capital sur l'agora, me semble présenter de meilleures garanties pour l'exercice d'un pouvoir



populaire. Tout cela, bien évidemment, devra se vérifier un jour sur le terrain politique, j'ai bien conscience qu'il ne s'agit pour le moment que de réflexions très théoriques.

H: Pour de plus en plus d'acteurs et observateurs de la politique, le clivage droite-gauche est périmé. Le Pen parle de mondialiste-souverainiste, de Benoîti d'oligarchique-populiste, d'autres de régionaliste-centralisateur. Pour vous, quel clivage marque la présente période ?

DL : Le clivage gauche-droite est en effet périmé, on ne sait pas exactement (les avis divergent) s'il faut dater cette péremption à l'entrée en vigueur du Plan Marshall, à Mai 68 ou au tournant de la rigueur de 1983, mais le fait est que cette opposition est aujourd'hui définitivement anachronique. Les trois clivages que vous évoquez (et il y en aurait d'autres) sont, eux, beaucoup plus en phase avec les temps que nous vivons et vous noterez qu'ils ne relèvent pas tant de grilles de lecture concurrentes que superposées. Il y a bien, en effet, un pôle à la fois mondialiste, oligarchique et centralisateur, auquel s'oppose un pôle à la fois souverainiste, populiste et décentralisé. Il faudrait toutefois y ajouter un quatrième clivage, essentiel selon moi, qui oppose deux visions de l'économie et de la question sociale : la vision libérale et la vision socialiste. Et cette opposition, vous le noterez, n'est absolument pas un décalque de l'ancien clivage gauche-droite, dans lequel le libéralisme était équitablement réparti, tant dans son expression économique (le capitalisme) que dans ses expressions culturelles ou sociétales. Si je m'affirme socialiste, c'est parce que le socialisme est l'antagonisme le plus conséquent au libéralisme mondialisé et que, ce faisant, il est l'antithèse par excellence de tous les phénomènes que nous combattons et qui sont associés à ce libéralisme mondialisé : l'impérialisme, les diktats européens et états-unis, l'immigration débridée, le jacobinisme bruxellois, la violence prédatrice du libre marché, le sans-frontiérisme, le nivellement culturel, l'américanisation des mœurs, etc. Être socialiste avec conséquence, en assumant tout ce qu'implique ce positionnement, c'est donc forcément faire cause commune avec tous les patriotes sincères, tous les anti-

mondialistes sérieux, tous les hommes épris de liberté, d'indépendance et de justice.

H : Depuis l'école de Francfort en Amérique et Mai 68 en France, la gauche s'est muée du tout au tout, passant d'un projet d'abord social et économique à la promotion d'un modèle sociétal libertaire. Qu'est-ce qui explique cette dérive ?

DL : Voilà une question dont la réponse mériterait d'occuper à elle seule plusieurs ouvrages d'histoire des idées et de sociologie politique ! Ce qui est d'ailleurs le cas... La question pourrait se formuler de la manière suivante : comment sommes-nous passés de la gauche des masses à la gauche des marges ? L'idéologie d'un mouvement politique n'étant jamais, la plupart du temps, que le reflet des conditions matérielles dans lesquelles vivent ses cadres, il était prévisible que l'embourgeoisement des politiciens de gauche entraîne automatiquement un embourgeoisement de leurs programmes, de leurs discours et de leurs actions. Enterrant le marxisme et jusqu'au principe même du socialisme, la gauche moderne tente en permanence la synthèse du pire de la social-démocratie (la dérive libérale) et du pire du gauchisme (la radicalité de façade, les revendications sociétales, le spontanéisme adolescent). Ces deux dérives – on pourrait parler respectivement d'une dérive de droite et d'une dérive de gauche – ont en commun l'exaltation individualiste et la vision d'une société comme ensemble atomisé, sans cohésion organique ni identité collective. Or, le problème n'est pas seulement que la gauche a transité d'un positionnement social à un positionnement sociétal mais que le positionnement sociétal en question exprime des valeurs de classe – les valeurs de la bourgeoisie. En effet, après avoir trahi le peuple en soutenant des mesures économiques et sociales défavorables aux classes populaires, la gauche l'a trahi une seconde fois en promouvant des valeurs dont se défient ces mêmes classes populaires et en combattant symétriquement les valeurs auxquelles elles sont attachées. Que ce soit en matière de mœurs ou de culture, la gauche, par sa prétention à l'avant-garde, son refus de tout conservatisme et son mépris de classe, a tout fait pour dégoûter d'elle

les gens ordinaires. Là où leurs prédécesseurs s'amusaient à choquer le bourgeois, les tenants de la gauche actuelle préfèrent choquer le populo ! Je ne peux que renvoyer ceux que la question intéresse et qui voudraient une analyse plus précise et plus subtile que celle que je viens d'esquisser à très grands traits à se tourner vers l'œuvre complète du philosophe Jean-Claude Michéa qui a brillamment fait la démonstration de ce dévoiement.

H : Les idées que la gauche d'hier portait à bout de bras ont-elles encore des voix dans l'espace public ?

DL : Cela dépend ce que vous entendez par là. Si vous faites référence aux idées progressistes au sens large, elles ont aujourd'hui essaimé sur l'ensemble du spectre politique, mais la plupart du temps sous leur forme la plus messianique et prométhéenne, que ce soit en matière de libéralisme des valeurs, de technosciences, de transhumanisme et autres avatars de la déconstruction en cours. Si vous faites référence par contre à la question sociale – et je dis bien par contre car il y a là quelque chose de profondément inconciliable – on ne peut pas vraiment dire que les forces politiques en présence se bousculent au portillon pour proposer de vrais remèdes à la crise. On pourrait espérer que les solutions viendraient peut-être d'une certaine gauche radicale marxisante, à l'image de la France insoumise, si ce mouvement n'était pas gangrené par des logiques gauchistes (immigrationnisme, culte des minorités, mépris diffus pour la sensibilité des classes populaires). On pourrait aussi espérer voir évoluer, dans les milieux souverainistes de l'opposition, un processus de « dédroitisation », condition sine qua non pour pouvoir saisir à bras le corps cette indépassable question sociale. Nous verrons bien qui des milieux communistes ou des milieux nationalistes saura évoluer avec le plus d'intelligence pour proposer une alternative crédible au capitalisme mondialisé. Dans l'immédiat il n'y a pas grand chose à attendre des partis existants, l'avenir étant peut-être, en tout cas à moyen terme, à chercher du côté des think tanks, des milieux associatifs, des laboratoires d'idées, de la refondation des luttes syndicales.

Je crois qu'un long travail métapolitique reste à faire et que la première phase de la révolution qui vient doit prendre le visage d'une révolution culturelle, d'où l'importance de l'agitation des idées, de la dissidence de nouveaux médias au service des causes qui sont les nôtres et de la construction, pas à pas, d'un contre-système de pensée au sein de l'opinion publique. A nous d'opposer aux lobbies de l'établissement nos propres lobbies !

H : L'aboutissement de Mai 68 ne marque-t-il pas la réunion des intérêts capitalistes avec le discours de la gauche ?

DL : Oui, c'est devenu presque un lieu commun de le dire mais je suppose qu'il n'est jamais inutile de le rappeler. A vrai dire, cette collusion n'était pas si inédite que ça et ne date pas de 1968 puisqu'elle était déjà présente dès les origines de la gauche française, soit dès la fin du XVIIIème siècle. C'est le ralliement, au siècle suivant, du mouvement ouvrier (socialistes, communistes, anarchistes, syndicalistes) à la gauche qui avait imprimé à cette dernière un virage social auquel elle doit les plus belles heures de son histoire, à l'image par exemple du Front populaire. Mai 68 est en ce sens plus une réaction qu'une révolution : cet événement inaugure la rupture entre gauche et socialisme, il annonce le retour de la gauche dans le giron bourgeois, comme avant, et ce au nom du progressisme et des valeurs libérales – là encore comme avant ! La seule chose qui ait été novatrice dans cette période d'agitation, c'est qu'on a assisté, peut-être pour la première fois, à une remise en cause de la vieille droite par une jeune gauche qui, quoique brandissant en étendard diverses utopies socialistes (de l'anarchisme au maoïsme), a tout fait pour que cette vieille droite – celle du gaullisme, de l'ancien patronat paternaliste, de la bourgeoisie nationale – cède face à la grande vague néolibérale qui depuis a balayé une vaste partie de l'ancien monde. On a compris alors, mais trop tard, que la subversion gauchiste de certaines valeurs jugées archaïques ou oppressives a eu pour principal effet non pas d'émanciper le peuple mais de faire tomber les dernières barrières sociétales (en matière de culture, de mœurs, de rapports humains) qui protégeaient encore les hommes



de la voracité du marché. C'est sans doute le philosophe marxiste Michel Clouscard – pour qui Mai 68 était « le 14 Juillet des nouvelles couches moyennes, sécrétant les nouveaux modèles de la consommation libérale » – qui a le mieux analysé les enjeux de cette période, expliquant que si De Gaulle avait pris en charge la phase sérieuse du tournant néo-capitaliste qui avait commencé à sévir en France, les soixante-huitards l'avaient moins combattu que complété en prenant en charge quant à eux la phase frivole de ce tournant, phase caractérisée par l'expansion du marché du désir. Ainsi se sont retrouvés réunis, après une parenthèse historique finalement pas si longue, les deux faces de la médaille libérale.

H : Vous avez récemment publié une courte brochure sur les pays rouges d'Asie, les dépeignant comme ils sont et non comme l'image de paradis socialistes que leur propagande véhicule. Existe-t-il pour vous, aujourd'hui ou dans le passé, un exemple de socialisme modèle concret ?

DL : Je ne crois pas qu'il existera jamais un paradis socialiste, pas plus qu'il n'en a jamais existé dans le passé. La faute n'en est pas au socialisme lui-même, dont certaines formulations théoriques peuvent approcher un point d'équilibre que d'autres idéologies sont loin d'atteindre, mais à certaines constantes indépassables des sociétés humaines, quel que soit le régime sous lesquelles elles vivent. Les hommes doivent

se libérer une bonne fois pour toutes de la croyance selon laquelle le bonheur terrestre pourrait leur être amené sur un plateau par des réformateurs sociaux ou des politologues. La plus haute ambition que peut avoir le socialisme n'excédera jamais celle d'amener un peu plus de justice et d'équité dans la cité. C'est déjà beaucoup, c'est déjà un objectif véritablement révolutionnaire, par les fins visées comme par les moyens pour y accéder, mais ce n'est pas la recette du système parfait et encore moins celle du bonheur. C'est en remettant le politique à sa juste place qu'on sortira des erreurs gauchistes (du type « tout est politique », ce qui est une bêtise aussi vide de sens que dangereuse) et qu'on évitera au socialisme de demain de céder à des tentations totalitaires. Si, toutefois, vous me demandez de citer, parmi les expériences socialistes historiques – forcément imparfaites, forcément bâtarde car forcément humaines – celles qui ont mieux fonctionné que d'autres et en qui nous pouvons chercher une inspiration, je peux vous en citer quelques unes. Je pense à la Commune de Paris, fusillée à l'état d'innocence (et c'est peut-être cette brièveté dans le temps, cet état de martyr aux ailes coupées trop tôt qui, justement, lui confère cette innocence que d'autres gouvernements populaires n'ont pas eu), je pense aux tout premiers soviets d'avant la rigidification du système qui en a pris indûment le nom, je pense aux expériences autogestionnaires du maquis espagnol, je pense aux conseils de la révolution hongroise de 1956,

je pense au formidable chantier socialiste engagé par Thomas Sankara dans son « pays des hommes intègres », je pense à l'âge d'or du chavisme... Il y a dans toutes ces épopées qui ont émaillé les deux derniers siècles bien plus qu'une mémoire révolutionnaire à honorer, il y a surtout des pistes à étudier, à explorer, à parfaire, à rectifier, et une énergie dont s'inspirer pour jeter les bases d'un socialisme adapté à notre époque et à notre coin de terre. Car c'est peut-être là le critère de réussite le plus important – et j'ai insisté là-dessus dans la préface de ma brochure sur l'Asie : tout socialisme véritablement populaire ne peut être qu'indigène, enraciné dans un humus, assimilé à un peuple bien particulier, intégré à son histoire longue et conforme à ses mœurs.

H : Paradoxalement, alors que les socialistes d'hier dénonçaient l'immigration de masse et ses effets sur les travailleurs locaux, la gauche embrasse l'immigration de masse et en fait un de ses chevaux de bataille. N'est-ce pas là une trahison à l'égard des travailleurs ?

DL : Bien sûr que c'en est une, et de taille ! La gauche, au nom d'un internationalisme mal compris (confondu trop souvent avec le sans-frontiérisme), tente vainement de répondre à deux impératifs contradictoires : la défense (ou l'extension) du modèle social et la libre circulation des personnes au niveau mondial. Or il est impossible de défendre en même temps des mesures de type socialiste (lutte contre le chômage, combat syndical, hausse des salaires, amélioration des conditions de travail) et une

politique ultralibérale en matière d'immigration (dissolution progressive des frontières nationales, régularisation des sans-papiers). La gauche, ne pouvant ménager à la fois la chèvre et le chou, a, à quelques rares exceptions près, renoncé à défendre les intérêts de la classe qui lui était historiquement liée (le prolétariat, ou plus largement les classes populaires) pour les remplacer par un « peuple élu » de substitution : les immigrés. Un choix désastreux sur le plan démocratique (une forme d'anti-populisme pourrait-on dire), du moins à court terme, car à plus long terme, la gauche espère jouir des fruits de sa trahison en s'appuyant sur un nouvel électorat qu'elle lui espère acquis, un électorat d'origine étrangère qui aura obtenu la citoyenneté et les droits afférents grâce aux politiques de naturalisation facilitée défendue... par cette même gauche ! Vaste opération de clientélisme électoral sur fond de substitution démographique. Bertolt Brecht ironisait en disant que si le peuple ne donnait pas satisfaction au gouvernement, il fallait que ce dernier fasse en sorte de dissoudre le peuple : le Parti socialiste l'a pris au mot ! Faute de pouvoir dissoudre dans l'acide ce peuple qui l'a tant déçu, il tâche, comme l'explique Renaud Camus que vous avez interviewé dans un de vos derniers numéros, de le « remplacer ». Au bain d'acide s'est substitué l'eau que l'on fait bouillir à petit feu afin de tuer la grenouille sans même qu'elle s'en rende compte... Néanmoins la gauche risque vite de déchanter lorsqu'elle s'apercevra qu'elle risque, en ouvrant ainsi la porte de la cité à l'invasion contre quelques écus (ou quelques voix aux élections), de devenir la première

pièce du puzzle national à être remplacée. Lorsque nombre d'immigrés issus de cultures patriarcales et enracinées prendront leur carte d'électeur pour soutenir des partis conservateurs ou nationalistes (ou carrément des partis islamistes !), il y a fort à parier que nos judas sociaux-démocrates feront la grimace...

H : Aucune réforme ou refonte ne se semblant possible à court terme, doit-on s'attendre à d'autres crises à court et moyen terme ?

DL : Il est difficile de prévoir si les premiers bouleversements à venir prendront la forme d'une révolution, d'une guerre civile ou d'un effondrement économique. Il ne s'agit pas tant d'évaluer la probabilité de ces trois hypothèses (ce genre de petit jeu de devinette est toujours assez abstrait) que de savoir laquelle surviendra en premier et déterminera les autres. Il paraît en tout cas inévitable, sauf à imaginer une nuit du 4 août des capitalistes (option hautement improbable !) que nous allons rapidement assister, à un niveau international – car tout est connecté aujourd'hui – à une explosion de la bulle spéculative, conséquence fatale de l'écart qui se creuse toujours plus entre les attentes des marchés financiers et les possibilités de l'économie réelle. La dette accumulée par tous les pays, les collectivités publiques ou privées dans le monde est irremboursable, elle ne sera jamais compensée par la croissance économique, quel qu'en soit le dynamisme, et nous nous approchons chaque jour davantage de la limite systémique d'une accumulation qu'on nous a présentée à tort comme illimitée. Le choc qu'entraînera cette déflagration financière, comparable à une explosion en chaînes qui n'épargnera aucune zone du globe, amènera forcément des changements radicaux dans nos manières de vivre mais aussi dans les rapports de force à l'œuvre dans la société. Le pire est possible mais le meilleur est aussi envisageable, selon le parti que nous tirerons de cette crise. Évitions les péroraisons apocalyptiques et les humeurs décadentistes : les grands changements qui s'annoncent ne sont pas seulement lourds de menaces, ils sont aussi porteurs de nouveaux espoirs.

